



392501

392552

kat.komp.

III

BIBLIOTHECA  
UNIV. JAGELL.  
CRACOVENSIS





392501 -

- 392552

III



*Wypis z Ksiąg Ziemian-  
skich Pttu Grodzieńskiego.*

Roku Tyśiąc Siedmset Dziewiędziesiątego Trzeciego,  
Miesiąca Junij Dwódziesiątego Czwartego Dnia.

392544

Przed Aktami Ziemianckimi Powiatu Grodzieńskiego stanowiący osobicie W. JPan Jan Nepomucen Jezierkowski Sekretarz Seymowy, Konstytucyą pod tytułem Zalecenie WW. Pieczętarzom O. N. ad Acta podał, którey treść następująca: Zalecenie WW. Pieczętarzom O. N. Na Notę JW. Sieversa Posła W. Nadzwyczajnego i Pełnomocnego Nayiaśnieyszey Imperatorowey Jeymości Całey Roslyi podaną w treści następującej: Note. Le Souffigné Ambassadeur Extraordinaire et Plenipotentiaire de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies voyant les Etats de la Sérénissime République de Pologne assemblés en Diète et Ses membres réunis par le lien de la Confédération, s'empresse de recommander à la Diète assemblée dès son Commencement, l'objet et la contenu de la Declaration du <sup>29 Mars</sup> qu' il a remise, par ordre son Auguste Souveraine, à la <sup>9 Avril</sup> Confédération Générale des deux Nations. Pour faciliter un arrangement aussi indispensablement nécessaire, qui ramènera le plutot possible le repos dans la République, et établira en même tems une forme de Gouvernement salutaire, et agréable à toute la Nation, le Souffigné requiert donc les Etats Assemblés en Diète de nommer sans delay une Délégation munie des pleins-pouvoirs suffisans, avec laquelle il puisse negocier, arreter et conclure un Taité definitif selon la teneur de la susdite Declaration, lequel Traité definitif sera ensuite ratifié par Sa Majesté le Roi et les Etats assemblés en Diète, et les Ratifications échangées, aussitot que faire se pourra: Fait à Grodno ce 15. Juin 1793. Jaques de Sievers. *Tłomaczenie:* Nota. Niżey podpisany Extraordynaryiny i Pełnomocny Posel Wielki Nayiaśnieyszey Imperatorowey Jeymci wszech Roslyi, widząc Stany Nayiaśnieyszey Rzeczypospolitey Polskiej na Seym zgromadzone i Osoby One składające, węzłem Konfederacyi związane, spieszy się polecić Seymowi Zgromadzonemu, w samym Jego początku, objekt i treść Deklaracyi de die <sup>29 Marca</sup> którą Niżey podpisany podał z rozkazu swoiey Monarchini Konfederacyi Generalney Obojga Narodow. Dla ułatwienia tak nieodbitie potrzebnego Urządzenia, które przywróci jak nayprędzey pokoy Rzeczypospolitey, a oraz ustanowi Formę Rządu zbawienną, i przyjemną całemu Narodowi, Niżey podpisany żąda od Stanów na Seym zgromadzonych wyznaczenia nieodwłódnego Delegacyi, dostateczną mocą opatrzoney, z którąby mógł weyść w negocyacye, ułożyć Traktat ostateczny, podług treści pomienioney Deklaracyi, który to Traktat ostateczny będzie potym ratyfikowany przez Nayiaśnieyszego Króla Jmści, i Stany na Seym zgromadzone; Ratyfikacye zaś onego w jak nayprędzym ile bydz może czasie, będą zamienione. Działo się w Grodnie dnia 19 Czerwca 1793. Roku. Oryginał podpisany Jakub de Siewers. My Król za zgodą Skonfederowanych Seymujących Stanow Notę odpowiednią w następującej osnowie: Note. Le souffignés en reponse à la Note de Son Excellence Monsieur de Sievers Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté l' Imperatrice de toutes les Russies, présentée le 19. du courant, ont l'honneur de Lui témoigner ce qui suit: Jamais la République de Pologne n'a pu méconnaître, combien sa sureté à son étroite union avec l'Empire



l'Empire de Russie. Aussi le soin de cultiver cette union fut-il l'objet constant de ses vœux. Si par une suite de la liberté qui fait le caractère inhérent d'un Gouvernement Républicain, quelques citoyens s'étoient laissé entraîner à quelques démarches peu analogues à ce système, il feroit superflu de développer ici les motifs de ces écarts, dont les suites aussi funestes qu'inattendues, ont rejalli sur le Roi & sur toute la Nation; il suffira de faire observer que le premier moment qui vit paroître la Déclaration de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, émanée le 18. Mai 1792. fit sentir à tous les Polonois éclairés par la reflexion, combien il leur importoit de se réunir par un lien, qui les mit à même de rectifier ce que les derniers événements pouvoient présenter de contrastant avec les conventions politiques de leur Auguste & puissante Voisine. Ce fut là le but de la Confédération formée à Targovice. Le Roi y accéda tout aussitôt que les circonstances de sa position pouvoient comporter cette démarche. Se reposant pleinement sur la foi sacrée des traités antérieurs, & notamment de celui de 1775, cette Confédération Général des deux Nations, dans l'attente du moment, qui devoit cimenter l'union entre les deux Etats, par des liens plus particuliers, fonda sa confiance sur l'enoncé de la Déclaration susmentionnée, qui garantissoit à la Nation la liberté, son bien être, & son indépendance. Les Souffignés peuvent en appeler au témoignage de S. Excellence M. l'Ambassadeur, si ce juste droit à la Confiance dans la magnanimité de la Souveraine a été démenti par le moindre écart, soit dans les procédés du Roi, soit dans ceux de la Confédération, lorsqu'il est notoire que d'un côté les troupes de cette Souveraine reparties dans le pays, & regardées comme troupes amies, y sont abondamment pourvues & entretenues; que de l'autre, la vigilance du Gouvernement toujours attentive à reprimer le moindre essor de cet esprit dangereux de la Philosophie moderne, dont on a cru quelques esprits imbus en Pologne, a été quelque fois poussée jusqu'à des précautions & des rigueurs, moins motivées par la gravité des cas, que par des égards pour la sollicitude des Etats voisins. Aujourd'hui que la Nation se trouve réunie en Diète, elle, se montrera constamment disposée à se prêter à tous les arrangements, qui se trouvant dans le sens des Traités existans, auroient pour but ou leur affermissement, ou le redressement de ce qui auroit besoin d'être rectifié; mais les Souffignés sont chargés de témoigner en même tems, que la Déclaration remise à la Confédération Générale au nom de S. M. l'Impératrice le 9. Avril, dans laquelle il est fait mention du retrécissement des frontières de la République n'a été nullement envisagée par les Etats comme un acte annonçant une aliénation irrevocable de ses Provinces; que les différentes dispositions postérieurement y émanées, ne sont non plus regardées que comme l'ouvrage des ordres subalternes, & non comme l'effet de la volonté suprême d'une Souveraine, dont la grandeur d'ame & les sentimens connus d'équité, surpassent encor la puissance; qu'on ne regarde pas enfin la demande contenue dans la dernière Note de S. E. M. l'Ambassadeur comme une invitation à désigner une Délégation qui puisse être authoursée à confirmer d'une manière quelconque, telles occupations de domaines que ce soit, & les Souffignés ont un ordre exprès d'exposer que la République n'est, ni ne peut aucunement être libre d'agir en opposition à ses sermens, solennellement émis, sur le maintien de l'intégrité de ses Etats, telle qu'elle a été assurée par les Traités, ainsi que par la garantie des trois Puissances Voisines; & que décidée à ne pas donner les mains à un arrangement quelconque sur cet objet, elle ne peut qu'en appeler à la magnanimité de S. M. l'Impératrice, comme à celle des autres Puissances pour qu'elles daignent ne pas insister sur des propositions d'arrangement, qui



qui emportent avec elles l'idée de la possibilité d'un assentiment du côté de la Pologne, tandis qu'aucun pouvoir dans l'Etat, pas même celui de la Diète, n'est suffisant pour détacher telle portion que ce soit, du corps des domaines de la République, & que même toute transaction à cet égard n'auroit aucun caractère de légalité. Les soussignés sont chargés en conséquence de ce qui vient d'être exposé, de prier S. E. M. l'Ambassadeur, qu'il veuille bien indiquer d'une manière précise, l'objet de la Délégation demandée, afin que d'après cet éclaircissement, les Etats assemblés en Diète puissent être à même d'apprécier la possibilité de concilier leur détermination avec l'observance des traités, auxquels ils n'oseront jamais porter la moindre atteinte, ainsi qu'avec les bornes de leur pouvoir, & le serment qui lie toute la Nation. Fait à Grodno, ce 23. Juin 1793. Signé Antoine P. Sułkowski, G. Chancelier de la Couronne, Casimir C. Plater. Vice Chancelier de Lituanie.

*Tłomaczenie* Noty odpowiedniej na Notę podaną od JW. JP. de Sievers Posła Wielkiego Nadzwyczajnego i Pełnomocnego Najjaśniejszego Imperatorowej Jejmości Casy Rosji. Niżej podpisani, w odpowiedź na Notę JW. JPana de Sievers Posła Wielkiego Nadzwyczajnego i Pełnomocnego Najjaśniejszej Imperatorowej Jejmości Casy Rosji, pod dniem 19. bieżącego Miesiąca podaną, mają honor oświadczyć, co następuje: Nigdy Rzeczpospolita Polska niemogła nieznac tego, ile jej bezpieczeństwo polega na ścisłym łączeniu się z Rosją, i dla tego utrzymywanie tego związku, było zawsze celem jej życzeń. — Jeżeli z właściwej Rządowi Republikańskiemu wolności, niektórzy Obywatele dali się skłonić do pewnych kroków, mniej zgodnych z tym Systematem, zbyt niemy tu było przytaczanie pobudek tych błędów, które ściągęły na Króla Jmści i Narod Polski szkodliwe i niepodziwiane skutki; dość jest przypomnieć, że w moment odebrania Deklaracyi uczynionej strony Najjaśniejszej Imperatorowej Jejmości Casy Rosji, sub die 18. Mai Roku 1792. wszyscy Obywatele oświeceni uczyli, za rozważą rzeczy, w jak koniecznej zostawali potrzebie złączenia się jednym węzłem, w celu sprostowania tego wszystkiego, w czym okoliczności w ostatnich czasach uskutkowane, mogły się sprzeciwiać politycznym układom Wielkiej Monarchini z Polską sąsiadującej. — Ten był cel Konfederacyi Targowickiej — Do niej Król, skoro okoliczności dozwoliły, Akces uczynił. — Polegając z zupełną wiarą na świętości Traktatów poprzedniczych, a mianowicie 1773. Konfederacya Generalna Obojga Narodów w oczekiwaniu momentu, który miał zatwierdzić połączenie się Państw obydwóch przez ściślejsze związki gruntowała nadto swe zaufanie na brzmieniu rzeczony Deklaracyi, zapewniającej Narodowi Polskiemu wolność, pomyślność i niepodległość. — Niżej podpisani odwołać się mogą do zaświadczenia samegoż JW. Ambassadors, jeżeli Król Jmści, lub Konfederacya, choć naylepszym przeciwnym postępkim, ubliżyli temu słusznemu Prawu, jakie mają do zaufania w wielkomyślności Jego Monarchini; gdy z iednej strony wojska Rosyjskie po Krajin rozłożone jak przyjacielskie, żywione i utrzymywane obficie są dotąd, z drugiej zaś, Rząd Kraiowy, baczny na poskromienie ducha niebezpiecznego nowej Sekty Filozoficznej, o sprzyjanie której, jeżeli iaka liczba osób sprawić mogła podeyrzenia, używał ostrożności, a czasem i rygoru, mniej z powodu ważności wydarzeń, jak raczy z względu na troskliwość w tej mierze sąsiadzką. Zebrana na Sejm terazniejszy Rzeczpospolita albo w nieodmiennym zostaje postanowieniu uczynić to wszystko, cokolwiek w żądaniach stosownych do Traktatów Trwających proponowanym będzie, albo do ich umocnienia, albo do przywrócenia do stanu pierwszego coby z klubów wypadło; niżej podpisani, oświadczyć są razem obowiązani, iż Stany Rzeczpospolitey Deklaracya



Deklaracyą podaną Konfederacyi Generalney od Nayaśnieyszey Impera-  
 torowy Caley Rosyi pod d. 9. Kwietnia, w której o ściśnieniu Gra-  
 nic Polskich jest wzmianka, uważać niemogą za Deklaracyą oderwa-  
 nia nieodzownego Kraiów, ani od Subalternów następnie wydawane  
 rozkazy znać zawolą tey Monarchini, której znana sprawiedliwość i  
 wspaniałość przewyższa nawet potęgę — Niemogą równie brać Notę  
 podaną od JW. Ambassadora za wezwanie osób do Delegacyi, na po-  
 twierdzenie iakiegokolwiek oderwania Kraiu; mają owszem w zaleceniu  
 wyraźnym niżej podpisani przelożyć, że Rzeczpospolita nigdy nie  
 jest i bydz niemoże wolną w brów uroczystym Szlúbom uczynionym  
 utrzymywania całości granic Państw swoich, przy Traktatach i Gwaran-  
 cyi trzech Sąsiedzkich potencji, przystąpić do iakiegokolwiek w tey  
 okoliczności układu, i niezostaie Jey iak tylko odwołać się do Wspa-  
 niałości Nayaśnieyszey Imperatorowy Jeymsci i innych Sąsiedzkich  
 potencji, ażeby ten pozor, iakoby przyzwolenia ze strony Polskiej  
 oddalić chciały; gdy żadne prawo, nikomu, ani Seymowi nawet, oder-  
 wania iakiegokolwiek części Kraiu, nienadaie mocy; a uczyniony; krok  
 takowy, nigdy postaci legalności mieć niemoże — Niżej podpisani ma-  
 ją zatym zlecenie upraszać JW. Ambassadora, ażeby raczył wyrazniey  
 oznaczyć Obiekt żadaney Delegacyi, aby z takowego objaśnienia Sta-  
 ny Seymujące mogły poznać, ieżeli iey wyznaczenie, zgodne bydz  
 może z zachowaniem Traktatów, których w żadnym punkcie naru-  
 szać nieodwają się, tudzież z władzą Seymową, równie iako i z świę-  
 tością przysięgi całego Narodu. Dan w Grodnie dnia 23. Czerwca 1793.  
 Podpisano) Antoni Xiąże Sułkowski W. Kanclerz Kor: Kazimierz Pla-  
 ter Podkanclerzy Litewski W W. Pieczętarzom O. N. podpisać i oddać  
 zaiecamy. U. tey Konstytucyi Podpisy takowe: Stanisław Bieliński Mar-  
 szałek Seymowy A. Suchodolski Kasz: W. Smol: Deputowany, Józef  
 Hbia Ankiewicz Poseł Wdztwa Krak: Deputo: mp Kaletan Międzyński  
 Pisarz Polny Kor: Poseł W. L. Deputo: Stanisław Klicki Czesznik Z.  
 R: Poseł X. M. Z. W. Deputo: mp Floryan Junosza Drewnowski Stol-  
 nik Ziemi Łomż: Poseł z teyże Ziemi Deputowany z Prowincyi Wiel-  
 kopolskiej do Konstytucyi, Jakub Godaczewski P. Z. Ptu Mereckie-  
 go i Poseł Trocki, Adam Kozakowski Prezyd: Sędzia Ziemski i Poseł  
 P. Kowień: Delegowany do Konst: z Prowincyi W. X. Litt: która to  
 Konstytucya za podaniem oney do Akt, iest do Xiąg Ziemiańskich Ptu  
 Grodzieńskiego przyjeta i wpisana; z których i ten wypis pod pieczę-  
 cią Ziemiańską tegoż Powiatu iest wydany.



Zgodno z Xięgami.

Stanisław Ciemnoński  
Regent Z. P. Grodzień:

Czytano.

Wincenty Sadłucki vRegent.

Wypis Konstytucyi ut 'supra.



Biblioteka Jagiellońska



sidr0023775



